



Alliance des syndicats de base

Association de Défense des Travailleurs/eues - ADETRA
Association Romande des Travailleurs/euses - ART
Avenir Syndical - AS
Fédération Syndicale SUD
Freie ArbeiterInnen Union - FAU
Gewerkschaft Basis21
Interprofessionelle Gewerkschaft der ArbeiterInnen - IGA
Reinigungs-Kollektiv Solothurn
Syndicat Autonome des Postiers/ères - SAP
Réseau Salariat

1er mai 2022

Vive le syndicalisme!

Le premier mai est toujours au cœur de nos résistances, de nos luttes, de nos combats pour l'émancipation, l'égalité, la transformation sociale. Cette année 2022 nous invite, encore et toujours, à l'engagement. Ceci est vrai partout dans le monde, avec urgence; cela l'est tout autant en Suisse.

La crise sanitaire n'en finit pas. La guerre en Ukraine se déploie dans la barbarie contre le peuple, dans la répression de l'Etat russe contre l'opposition pacifiste. Avec elle, s'affirme une nouvelle configuration des grands blocs géo-stratégiques. Les contradictions internationales s'aiguisent. La crise économique et sociale s'installe, menaçant les conditions de vie et les libertés des peuples. Après la période interventionniste des appareils étatiques nationaux et supra-nationaux durant la crise sanitaire, voici de retour les grandes stratégies destinées à faire payer aux classes populaires, aux salarié.e.s et aux groupes sociaux dominés le prix de la crise générale et des déséquilibres systémiques. Celles et ceux qui espéraient une nouvelle période de réformes et de grands compromis entre blocs dominants et blocs populaires en sont pour leurs illusions.

Une attaque générale et d'envergure

En Suisse, les questions d'inflation, de pouvoir d'achat, de hausse des prix et de salaire sont au premier rang des débats publics et des confrontations dans la politique institutionnelle. Mais ces éléments d'actualité doivent être restitués dans

toute leur envergure. En fait, le bloc dominant maintient une attaque généralisée sur tous les grands acquis sociaux et politiques. Le durcissement de cette période, la mise en cause des salaires et des revenus populaires sont essentiels mais relève d'un dispositif d'ensemble, à la fois plus large et plus profond.

Les services publics sont systématiquement limités, désagrégés et privatisés. La protection sociale et les retraites sont menacées d'un démantèlement progressif. Les salaires, systématiquement, stagnent ou reculent. Le monde du travail subit une profonde et permanente précarisation quels que soient les niveaux de formation et de qualification des salarié.e.s.

La question écologique est censurée, réduite à une politique qui doit à tout prix demeurer compatible avec les intérêts et les profits des groupes privilégiés. Les revendications d'émancipation et d'égalité des femmes sont systématiquement déniées.

Les libertés, les espaces démocratiques, la démocratie sociale, les droits fondamentaux qui aident à l'organisation du salariat et des classes populaires sont réduits et mutilés. Un despotisme tendanciel des puissant.e.s contre le peuple s'affirme partout. Le système condamne, amende, menace d'emprisonnement les mouvements de résistance et de désobéissance. La question sociale comprend tous ces éléments.

Ce qui ne marche pas

Malgré un rapport de forces très défavorable aux travailleurs/euses, les choses bougent pourtant en Suisse. Des signes de résistance apparaissent, des dissidences s'affirment, des combats se font jour, des revendications se consolident. Il est vrai que très souvent, trop souvent, la résistance s'exprime essentiellement sur le terrain de la démocratie semi-directe. Or la politique institutionnelle et le dialogue social, la paix du travail, sans rapport de forces ni luttes, ne permettent pas de changer fondamentalement les choses.

La paix du travail et le marchandage politique, ça ne marche pas. Les compromis, comme on l'a vu avec le 2ème pilier, n'aboutissent pas. L'appareil étatique et les classes dominantes refusent de céder en cas de victoire institutionnelle, comme on le constate après la victoire de l'initiative sur les soins infirmiers.

On veut nous faire croire que quelques bonnes idées, portées par des initiatives et des référendums, le bon vote dans la politique électorale et institutionnelle, le suivi des mobilisations ponctuelles décrétées par les chef-fe-s et les appareils suffisent pour permettre des marchandages efficaces, renouvelés et des changements significatifs dans l'ordre des choses.

La question syndicale, élément décisif

Nous avons besoin au contraire d'imposer effectivement un nouveau partage de la richesse sociale et du pouvoir. Il faut avancer dans ce sens. Sans ce mouvement de fond, rien ne sera possible, ni le déblocage de la question salariale, ni la sécurisation des conditions et de l'organisation du travail, ni l'avancée rapide vers l'émancipation et l'égalité, ni le sauvetage et l'amélioration de la protection sociale et des retraites, ni la progression de la formation et de la qualification du salariat, si gravement menacées par les pouvoirs politiques, économiques et culturels.

Sans un autre partage de la richesse sociale et du pouvoir, il ne sera pas possible d'entreprendre les grandes politiques progressistes en matière d'écologie.

Nous avons besoin de résister sans cesse plus et mieux, de peser, de changer les rapports de forces par notre engagement, de consolider un contre-pouvoir. Tout cela passe par la mobilisation, la diffusion des luttes à tous les niveaux, sur une multiplicité d'objectifs et de terrains. Et pour tout cela nous avons besoin d'organisation, et en premier lieu d'organisations syndicales effectives.

Changements d'urgence

Beaucoup de travailleurs/euses disent que les conventions collectives de travail et les accords collectifs sont trop souvent mauvais, voire tout simplement conclus aux conditions dictées par les employeurs. Il y a un manque évident de démocratie dans l'adoption de beaucoup de CCT et d'accords collectifs. Les salarié-e-s, sans avoir leur mot à dire, doivent payer les fameuses «contributions professionnelles» qui constituent des fortunes sur lesquelles la base n'a aucun contrôle, aucun pouvoir de décision.

Être syndiqué-e, agir pour la défense des conditions de salaire et de travail, donner sa position et prendre la parole entraîne systématiquement, dans ce pays, des mesures de rétorsion, voire de licenciement, de la part de l'appareil de commandement dans les lieux de travail. Les délégué-e-s et les militant-e-s ne sont pas protégé.e.s contre la répression systématiques des employeurs publics, subventionnés ou privés.

La mobilisation, sur ce terrain aussi, peut faire changer le rapport de forces. En général, pour faire avancer nos objectifs et conquérir les revendications, il faut toujours de la lutte et de l'organisation. Nous avons besoin d'une démocratisation radicale de la gestion des négociations autant sur les objectifs avancés que sur les résultats. Et ceci est vrai depuis les objectifs les plus modestes jusqu'aux chantiers les plus importants. Rien ne doit échapper au débat, à la critique, au contrôle et au pouvoir de décision des travailleurs/euses.

Pour lutter sur le terrain du travail, nous avons besoin de coordination, de permanence et de projection, donc de syndicat. La question de la démocratie sociale est décisive pour construire l'organisation du salariat. La liberté syndicale, non seulement comme protection des délégué-e-s syndicaux/ales et du personnel, mais comme droit pour tous/tes les travailleurs/euses à l'association libre, à la parole, à l'action, est la base même d'une lutte démocratique fondamentale. C'est un objectif décisif.

Pour avancer, nous avons besoin d'objectifs clairs, conçus dans un mouvement d'ensemble et dans une dynamique multiplicative d'organisation et de lutte. Construire des syndicats, concevoir et faire lever du syndicalisme, donner des points d'appui, des outils, des représentations et des symboles à la résistance des salarié-e-s, briser l'isolement et la séparation que le système cherche à imposer partout, telle est la tâche urgente.

